

Rejoignez-nous sur le site

[www.alyammagazine.com](http://www.alyammagazine.com)



# الأيام

## AL AYAM

الاقتصادية  
( أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦ )

1000 L.L

N° 115 - Octobre 2017

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

## La Visite du président Aoun à Paris

Après le chef du gouvernement libanais Saad Hariri qui avait effectué une visite en France, le 1er septembre 2017, le président de la République Michel Aoun a fait une visite de trois jours à Paris, du 25 au 27 septembre.

Accompagné par le ministre des affaires étrangères, Gebran Bassil, le nouvel ambassadeur du Liban à Paris, Rami Adwan, et une importante délégation, il été reçu par les principales personnalités politiques françaises: le président de la République Emmanuel Macron, le président du Sénat Gérard Larcher (droite), le Premier ministre Édouard Philippe, le ministre des affaires étrangères Jean-Louis Le Drian, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

La sénatrice Joëlle Garriaud Maylam nous a précisé que le président Larcher a dit « combien le Liban prouvait que le terrorisme islamiste n'était pas une fatalité, que Chrétiens et Musulmans pouvaient vivre ensemble... et que l'unité nationale et la préservation de la souveraineté étaient des ferments qui protégeaient des conflits.

Citant le Général de Gaulle, Gérard Larcher a aussi rappelé combien les liens entre nos deux pays étaient indispensables à la recherche de la paix dans la région ».

Le 26 septembre, une réception a été donnée à l'Hôtel de ville de Paris par le maire Anne Hidalgo, en présence de nombreuses personnalités. Le président Aoun a également inauguré avec Emmanuel Macron l'exposition « Chrétiens d'Orient, deux mille ans d'histoire » à l'Institut du monde arabe (IMA). Une réception a également



été donnée par l'ambassade du Liban, qui a permis à de nombreux représentants de la communauté libanaise de Paris de venir saluer le chef de l'État.

### La question des réfugiés

L'une des principales questions abordées par le président libanais avec ses interlocuteurs français a été l'impact du drame syrien sur le Liban. Le coût cumulé du conflit syrien pour le Liban approche les vingt milliards de dollars et la croissance économique du pays a considérablement baissé pour n'être que de 1% par an.

Auprès de ses divers interlocuteurs, le président Aoun a insisté sur l'urgence de régler la question des réfugiés syriens au Liban, plus d'un million et demi. Sur ce point, Emmanuel Macron, lors de sa rencontre à l'Élysée avec Michel Aoun,

a salué le « sens moral remarquable des autorités libanaises » et il a souligné que le Liban porte « un fardeau trop lourd pour lui ». Le président français a précisé que « c'est dans le cadre de la solution politique trouvée à la crise syrienne que le sujet des réfugiés au Liban peut être utilement et durablement traité » car « l'absence de solution politique crédible en Syrie empêche le retour durable dans leur pays de ces réfugiés, aussi notre volonté est de pouvoir travailler activement avec vous, avec les Nations unies, sur cette question liée à la stabilité régionale ».

Emmanuel Macron et Michel Aoun se sont trouvés d'accord pour s'inquiéter de la tension dans la région. Pour le président français une tension croissante est en train de naître sur le sujet du Hezbollah pro-iranien et, dans ce contexte, Paris fera tout pour éviter l'embrassement entre Israël et le Liban sur cette question.

### Le soutien de Paris

Lors de sa rencontre avec le président Aoun, le président français, qui a annoncé qu'il effectuera une visite au Liban en 2018, a répété que la France est attachée à la souveraineté du Liban et au respect de son intégrité, de sa sécurité, et de son unité.

Il a réaffirmé que « la stabilité et la souveraineté du Liban constituent un enjeu majeur pour

Dr Zeina el Tibi

l'ensemble du Moyen-Orient »

La visite de Michel Aoun a été l'occasion pour la France d'apporter son soutien notamment aux institutions politiques du pays et au rétablissement de l'État de droit, d'une part, et aux efforts du gouvernement libanais remettre l'économie libanaise sur les rails.

La France va continuer sa coopération de défense avec le Liban en accroissant son soutien direct aux forces armées libanaises. Emmanuel Macron a précisé que « La France souhaite travailler à une échelle plus grande en mobilisant l'ensemble de nos partenaires autour d'une conférence de soutien à l'armée libanaise ...

Cette conférence est importante et les premiers contacts ont été pris à cet effet ». Paris a également confirmé l'engagement pris, lors de la venue à Paris du Premier ministre Saad Hariri, d'organiser une nouvelle conférence des investisseurs, dans l'esprit des conférences des donateurs Paris I, II, III.



Mais derrière ces bonnes paroles et ces réels efforts, l'inquiétude qui prévaut à Paris est de constater que l'État libanais est incapable de se libérer de l'influence exorbitante de certaine faction militaro-politique et, du coup, le pays du Cèdre pourrait bien être entraîné dans une nouvelle guerre entre le Hezbollah et Israël.

C'est sans doute à cette menace que pensait le président Macron lorsqu'il déclarait à son hôte que « l'objectif de la France est de parer aux menaces qui pourraient venir compromettre la paix en œuvrant et en renforçant les capacités de l'armée libanaise afin que le gouvernement soit pleinement en mesure d'étendre son autorité sur l'ensemble de son territoire ».

Pour le président français une tension croissante est en train de naître sur le sujet du Hezbollah pro-iranien et, dans ce contexte, Paris fera tout pour éviter l'embrassement entre Israël et le Liban sur cette question.

## Nouvel Ambassadeur du Liban à Paris



**Rami Adwan a été nommé ambassadeur à Paris, le 20 juillet 2017. Auparavant, il était directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil. Venant occuper le poste d'ambassadeur à Paris après que celui-ci ait connu une longue vacance de près de deux ans, M Adwan a reçu successivement le Premier ministre et le Président de la République du Liban.**

Il a réaffirmé que « la stabilité et la souveraineté du Liban constituent un enjeu majeur pour

## Miracle ou mirage allemand ?

**Alors que la fusion de Siemens et d'Alstom, c'est-à-dire l'anschluss du TGV français par l'Allemagne, a permis aux habitués sycophantes de la grande Allemagne de célébrer le prétendu miracle allemand, beaucoup d'experts observent qu'il faut relativiser ce miracle que certains ont imprudemment pris pour modèle dans le cadre d'une Europe qui est de plus en plus allemande, donc de moins en moins européenne.**

À vrai dire, l'Allemagne n'a construit sa relative prospérité qu'au prix d'une politique, inaugurée au début du siècle par le socialiste Gerhard Schroeder, consistant à briser un modèle social qui est l'honneur des nations européennes. Entre 2002 et 2005, le gouvernement allemand a fait promulguer des lois dites de modernisation du marché de l'emploi.

Connues sous le qualificatif de lois Hartz, du nom du socialiste Peter Hartz, ancien directeur RH de Volkswagen, ces lois ont conduit à d'importantes réformes du modèle socio-économique: flexibilisation du marché du travail, baisse des indemnités chômage, multiplication de mini-jobs sous-payés, baisse



des retraites, etc. C'est ainsi que le nombre de salariés pauvres a explosé atteignant 15% de la population active alors que beaucoup de retraités n'arrivent plus à survivre qu'en reprenant des emplois.

En même temps, l'État a fait des gestes significatifs au profit des entreprises: réforme fiscale, réduction de la fiscalité sur les plus-values,

baisse de l'impôt sur les sociétés. Tout cela quitte à perdre des pans entiers de souveraineté faute de moyens. Du coup, les infrastructures publiques sont de plus en plus mal entretenues et les services sociaux réduits au minimum.

La société allemande est donc de plus en plus inégalitaire: la classe moyenne est laminée et vit de plus en plus mal, les chiffres de la pauvreté

*Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG*

explosent et seul un petit nombre vit dans l'opulence. Chômage et précarité sont les deux mamelles du nouveau système allemand. À cela il faut ajouter une crise démographique sans précédent, la population allemande est sur la courbe descendante, d'autant que rien n'est fait pour aider les parents (absence de crèches, peu d'aides sociales, etc.)

Du coup, Angela Merkel, chancelière qui vient d'être renouvelée par moins d'un tiers des électeurs, s'est livrée à un jeu dangereux en invitant des centaines de milliers d'immigrés (requalifiés de réfugiés) à venir s'installer dans le pays, pour constituer une main d'œuvre à bas coût - sorte de nouveau STO - au risque de déchirer un tissu social déjà fragile compte tenu des différences entre les citoyens de l'ancienne Allemagne de l'Est et ceux de l'Allemagne de l'Ouest.

Il faut donc bien parler d'un mirage allemand et non d'un quelconque miracle. Bien sûr, cette situation contribue à expliquer le bon score de la droite radicale de l'Afd (« Alternative für Deutschland ») qui vient de faire une entrée fracassante au parlement lors des élections de septembre 2017, devenant le troisième parti politique d'une Allemagne qui est de plus en plus « l'homme inquiétant » d'une construction européenne dont elle est le « gauleiter » et qu'elle façonne à sa manière, c'est-à-dire sur le modèle d'un ultralibéralisme forcené, véritable machine à broyer les peuples.

## Le pétrole n'est-il plus une manne ?

**Malgré de nombreuses initiatives visant à réduire la production pour faire repartir les prix à la hausse, le cours du baril de Brut n'évolue guère, se situant toujours entre 45 et 55 dollars. Et pourtant l'OPEP a baissé sa production espérant réduire les stocks et enclencher un mouvement de reprise qui se fait toujours attendre et risque de se faire attendre longtemps encore. De même, aux États Unis les dépenses engagées dans les forages de schiste viennent d'être fortement revues à la baisse, pour la première fois en juillet depuis 2015, laissant penser également que la reprise n'était pas pour demain. Quelles sont les principales raisons qui expliquent cette situation et quelles conséquences en tirer à moyen terme ?**

Parmi les raisons conduisant à cette situation, plusieurs semblent particulièrement importantes.

La première concerne l'affaiblissement de l'OPEP, incapable de retrouver une unité autre que de façade la conduisant à prendre des mesures à minima alors que la situation aurait exigé des mesures radicales. La diversité idéologique de ses membres, des situations économiques très différentes et des intérêts de chacun ont progressivement affaibli ce cartel au point de le rendre inefficace.

La deuxième tient aussi au fait que l'on trouve désormais du pétrole un peu partout et, en même temps, on assiste au développement des énergies alternatives: éolien, solaire, etc. Lorsque les cours étaient au plus haut, on a pris l'habitude de rechercher des solutions alternatives qui perdurent aujourd'hui. Ajoutons également que durant cette période de hausse avec un baril de plus de 100 dollars, la plupart des pays importateurs ont développé, avec succès, des programmes nationaux visant à réduire le gaspillage énergétique.

Ainsi, la situation d'aujourd'hui est la conséquence logique d'un marché où la demande diminue avec une offre qui se maintient, conduisant logiquement à une baisse des cours qui perdure aujourd'hui.

Enfin, une dernière cause de la stagnation des prix du brut tient au fait que l'énergie carbone n'est plus à la mode.

En effet, l'éco-énergie est passée par là, s'installant dans le « politiquement correct ». C'est

ce qui conduit par exemple le gouvernement norvégien, qui s'est pourtant enrichi dans l'exploitation de ses champs pétroliers de la mer du Nord, de se projeter dans le tout électrique automobile pour l'horizon 2030, quitte à brader sa principale richesse nationale.

Pour toutes ces raisons nous pensons que les cours pétroliers auront beaucoup de mal à rebondir au-delà de 60 dollars le baril. Pour les pays émergents, producteurs/exportateurs, les conséquences économiques vont d'autant plus inquiétantes que leur budget a été calculé sur la base d'un baril aux alentours de 100 dollars, voire plus.

Parmi ces pays le Venezuela, l'Algérie et le Nigeria sont sans doute ceux qui auront le plus à en souffrir. Une étude publiée fin 2014 par l'hebdomadaire « Jeune Afrique » rappelait alors que pour équilibrer le budget national, le prix du baril devait atteindre 160 dollars au Venezuela, 121 dollars en Algérie et 119 dollars au Nigeria.

Certes ces prix d'équilibre respectifs ont sans doute été revus à la baisse mais pas suffisamment cependant pour éviter des crises internes si les cours ne repartent pas à la hausse.

Ce qui semble exclut pour le moment. De plus, pour tenter de compenser leur perte de revenus, ces pays, auquel il faut ajouter l'Iran ruiné, sont enclins d'augmenter leur production, confortant ainsi confortant les

difficultés de l'OPEP, dont certains sont membres et contribuant directement à maintenir des cours bas, voir à en accentuer la chute.

Les seuls pays qui pourraient faire rebondir les cours sont les pays consommateurs/importateurs qui auraient pu profiter de la baisse pour consommer plus d'énergie pétrole.

Pour des raisons évidentes (concurrence d'autres sources d'énergie, « politiquement correct », baisse de la consommation, etc.), cette probabilité est quasi nulle. Dans ce contexte morose pour les producteurs de brut, les seuls pays producteurs/exportateurs qui s'en sortent le moins mal sont ceux qui ont des coûts d'extraction très bas, d'une part, et qui ont su diversifier leurs sources de revenus, comme l'Arabie saoudite et surtout les Émirats arabes unis.



## La violence contre les femmes : un fait de société que l'État doit combattre

Dr Zeina el Tibi

**Le 20 août, une vidéo montrant une jeune femme, handicapée mentale, se faisant agresser sexuellement par un groupe de jeunes dans un bus à Casablanca a suscité une vague d'indignation au Maroc. Diffusées sur les réseaux sociaux, les images ont suscité une salve de réactions indignées ce qui a le mérite de démontrer qu'au Maroc, au moins, on ne cache pas les choses, ce qui n'est pas le cas dans de nombreux autres pays.**

Cette agression pose la question des violences faites aux femmes dans la vie de couple, sur le lieu de travail, dans la rue ou dans les transports publics.

Disons d'emblée que l'erreur serait de considérer, comme l'activiste jordanienne Laila Hzaïneh qui s'en est pris violemment aux mentalités dans le monde arabe, que ce genre de délits est propre aux pays arabes. En règle générale, il faut constater une recrudescence d'une certaine violence dans la plupart des sociétés – et, bien entendu je ne parle pas des pays qui subissent de terribles conflits et où l'État de droit est défaillant (Irak, Syrie, Soudan du sud, quelques pays africains, etc.).

Cette situation déplorable ne touche d'ailleurs pas que les femmes, mais elle s'étend à toute la société, notamment contre les plus faibles (enfants, vieillards) et cela montre à quel point le malaise est profond. En France, par exemple, des incidents graves ont lieu chaque

jour dans les écoles, les collèges et lycées. Intimidation, racket, attouchements et même violence brutale, autant de traumatismes qui touchent quotidiennement 46% des élèves de collèges en France ! Souvent ces actes de violence sont commis par des adolescents, certains très jeunes. Selon des spécialistes, les violences physiques surgissent de plus en plus tôt à l'école.

**Les causes de ces violences sont multiples.**

-D'abord, les adolescents sont de plus en plus exposés à des images violentes ou pornographiques extrêmes (télévision, cinéma, internet, bandes dessinées). Cela nourrit parfois une frustration conduisant à des comportements blâmables.

-Ensuite, dans certaines couches de la société, l'absence d'éducation, le refus de toute autorité (familiale, scolaire ou autre) de jeunes gens à la dérive peut contribuer à expliquer des comportements inadmissibles, d'autant que les mineurs sont rarement poursuivis même quand ils ont commis d'odieux délits.

-En outre, on peut déplorer le fanatisme religieux de gens qui n'ont aucune connaissance des prescriptions réelles de la religion et laissent leurs fantasmes ou leurs bas-instincts prendre le dessus en se drapant dans un discours religieux déviant.

Ainsi, récemment en Turquie, un tribunal d'Istanbul a condamné à une lourde peine de prison ferme un homme qui avait agressé une infirmière dans un bus au motif qu'elle portait un short, ce qu'il a considéré comme une tenue « obscène » contraire à la religion.

Ce genre d'attitude ne fait que discréditer la religion et il est grave qu'une certaine complicité avec ces excès existe au plus haut niveau dans certains pays, comme l'Iran ou l'Égypte durant le gouvernement des Frères musulmans. Il faut rappeler que les grandes religions, notamment l'Islam, interdisent les actes de violence contre les femmes.

-Le manque d'esprit civique est aussi un facteur important des violences, en particulier celles qui frappent les femmes. La vidéo de l'affaire de Casablanca montre que l'agression n'a fait réagir ni les passagers, ni le chauffeur du bus. Mais sur ce point il faut se garder de juger car la peur peut expliquer cette passivité face à un groupe de voyous violents.

S'il existe un délit de non-assistance à personne en danger, il est clair qu'il n'est pas demandé de se mettre soi-même en danger. Le cas échéant, il revient au juge d'apprécier, au cas par cas, la réalité du danger encouru par les témoins ou leur lâcheté. En France, selon une jurisprudence constante, Le secours n'est dû que s'il peut être apporté sans risque pour l'intervenant et pour les tiers. En outre, il ne faut pas faire porter aux citoyens le poids des missions qui incombent à l'État.

En conclusion, on peut souligner que les actes de violence sont rarement le fait d'absence de dispositif légal ou réglementaire. Les textes existent pour réprimer ce genre de comportements, il faut avoir la volonté de les faire appliquer.

Tout est affaire d'autorité et d'enseignement. Les deux doivent être combinés. D'abord, il convient de consolider ou instaurer un enseignement

**VIOLENCES CONTRE LES FEMMES : LA NOUVELLE LOI ENTRE EN VIGUEUR**



civique et religieux éclairé qui dénonce tous les fanatismes et tous les extrémismes.

Mais rien ne peut se faire en dehors des autorités publiques. Il faut sans cesse consolider l'État de droit qui doit être plus fort que les lobbies confessionnels et autres institutions qui, comme c'est par exemple le cas au Liban, encouragent des pratiques désuètes et rétrogrades.

Trop longtemps ignorée dans les sociétés européennes ou sud-méditerranéennes les violences faites aux femmes doivent être poursuivies sans faiblesse. Il faut donc veiller à ce que la loi soit appliquée dans toute sa vigueur.

Entre le fort et le faible, entre la brute et la victime, c'est la loi qui apporte de l'équité et protège en faisant passer l'ordre juste dans la vie sociale.

## « Femme Francophone Entrepreneure 2017 » : un concours pour promouvoir la parité, la francophonie et l'entrepreneuriat

**Sous le patronage du Président du Conseil des Ministres, S.E.M. Saad Hariri, et en présence du ministre d'État libanais aux droits de la femme, S.E.M. Jean Oghassapian, l'AUF, Berytech, L'Orient-Le Jour et Le Commerce du Levant ont organisé le 27 septembre 2017 la finale du concours « Femme Francophone Entrepreneure 2017 » sur le Campus de l'innovation et du sport de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ).**

78 candidatures ont été reçues cette année, soit 20 de plus que pour l'édition précédente, ce qui démontre l'attractivité de ce concours francophone, unique en son genre au Liban.

5 candidates, représentant autant d'équipes, se sont affrontées lors de cette finale : Alexandra Valerik pour le projet d'entreprise Legato (plate-forme en ligne permettant aux musiciens de trouver des opportunités de travail). Ingrid Salloum pour le projet d'entreprise ImagineMe (plate-forme en ligne permettant aux parents de créer des histoires personnalisées pour enfants grâce à la réalité augmentée). Stéphanie Sakr pour le projet d'entreprise Pourpre (concept store permettant de créer des rouges à lèvres personnalisés).

Soraya Hamdan pour le projet d'entreprise Labne&Facts (plate-forme d'information permettant de s'informer et de faire produire et publier du contenu grâce à des journalistes professionnels).

Therese Keyrouz pour le projet d'entreprise YallaBus (application mobile visant à optimiser les services de bus au Liban).

Elles disposaient chacune de 5 minutes pour faire leur « pitch » devant le jury et le public, et tenter de convaincre de la pertinence de leurs projets.

Asma Andraos, entrepreneure et militante libanaise, a ensuite partagé avec les participants son expérience de femme entrepreneure et prodigué des conseils pour une création d'entreprise réussie. « Ne sous-estimez

pas tout ce que vivre au Liban vous a appris sans que vous ne le sachiez : réfléchir vite, trouver des solutions de rechange, s'adapter, improviser. Vive l'école du système D ! ».

La subvention obtenue, s'élevant au total à 20 000 euros, sera versée directement à Berytech

afin de couvrir les frais liés à l'intégration des porteuses de projets et de leurs équipes dans l'incubateur de jeunes pousses et leur assurer un accompagnement adapté.

## 'L'Insulte' de Ziad Doueiri ; de l'Homme et de la dignité

**En 1998, 'West Beirut' avait fait irruption dans nos vies et marqué l'industrie du cinéma libanais d'une manière indélébile. Ziad Doueiri signe aujourd'hui son grand retour sur grand écran, avec la sortie (le 14 septembre) de 'L'Insulte'. Quand la tension dramatique ne cesse de culminer.**

Il est devenu désormais, hélas, impossible d'évoquer le dernier film de Ziad Doueiri, 'L'Insulte', sans évoquer aussitôt, même implicitement, toute la polémique enclenchée depuis vendredi dernier - qui d'ailleurs n'a rien à voir avec le film en lui-même -, surtout que c'est notre métier de journaliste, de journaliste culturel, qui s'en trouve être l'élément déclencheur. Impossible alors de ne pas vouloir personnellement s'impliquer, hélas encore une fois, au-delà de la critique, au-delà des émotions, au-delà de la libre expression. Pour que triomphe l'humain.

C'est là justement, dans ce point essentiel, primordial, que réside le sublime de 'L'Insulte', comme si la réponse à toute attaque, sous l'étendard d'une cause, quelle qu'elle soit, était d'emblée contenue dans une scène du film, un détail. Charles Dantzig disait bien dans son ouvrage, 'A propos des chefs-d'œuvre', qu'"un détail peut être un chef-d'œuvre... Un détail est là, inédit. Il grossit. Prend de la place. Finit par symboliser l'ensemble. C'est à se demander si un chef-d'œuvre ne serait pas une réunion de détails magnifiés".

Un détail, un haussement de sourcils de Toni, l'un des deux personnages principaux du film, en plein tribunal, comme une réalisation soudaine de toutes les ressemblances liant un homme à un autre, Toni le chrétien libanais, Yasser le réfugié palestinien, de par leur humanité, au-delà de toutes les causes épousées, de plein gré ou contraints par la vie, par les événements. Sans vouloir spolier le film, disons simplement, un

sourire d'émotion sur le visage, qu'il tourne autour de l'excellence de la production allemande face aux chinoïseries de casse. Le détail en dit long, très long, il porte l'essence même de l'Homme, de cette humanité que nous avons perdue et qui, paradoxalement, ironiquement, constitue encore notre seul salut. Un simple haussement de sourcils, à peine perceptible, rétablit d'un coup l'équation telle qu'elle devrait être : un homme face à un autre, dans le quotidien des vies et des sentiments. Un homme face à lui-même, face à l'autre, le seul moyen d'enclencher un changement de vision, puisqu'il passe avant tout par l'échelle individuelle, l'échelle humaine. Par l'Homme.

Beyrouth, de nos jours. Toni Hanna, partisan des Forces libanaises, mécanicien, arrose les plantes sur son balcon, dans le quartier de Fassouh où il habite avec sa jeune épouse enceinte, Chirine. Il fait tomber de l'eau sur la tête de Yasser Salameh, contremaître du chantier attendant, réfugié palestinien. Ce dernier l'insulte. Toni exige des excuses. Mais dans ce microcosme tendu qu'est le Liban, les événements se succèdent, les retournements de situation s'enclenchent, les rancœurs éclatent ; les voilés au tribunal, l'affaire numéro 23. De blessures secrètes en révélations, l'affrontement des avocats porte le Liban au bord de l'explosion. Mais oblige les deux hommes à se regarder en face.

Tout au long du film, Ziad Doueiri tient son spectateur en haleine, de retournement en surprise, de personnage en personnage, chacun des protagonistes et des rôles secondaires gagnant en profondeur à mesure que l'histoire tisse ses fils arachnéens. L'histoire, "raconter une histoire", c'est bien le but premier du réalisateur et du cinéma. "Je n'ai pas délibérément voulu choisir ce sujet, affirme-t-il. J'ai vécu un petit incident, il y a quelques années, qui m'a fait beaucoup réfléchir", et qui l'a inspiré à écrire une histoire avec Joëlle Touma, avec qui il avait déjà collaboré sur ses deux derniers films, 'Lila dit ça' et 'L'Attentat', adapté du roman éponyme de Yasmina Khadra.

Avant même tout ce tollé, Ziad Doueiri était conscient que son film allait peut-être susciter une controverse, ouvrir un débat, puisqu'il traite d'une question extrêmement sensible de l'histoire libanaise, jamais abordée auparavant, du moins de cette

manière audacieusement crue, au cinéma. C'est sans doute parce que le film joue précisément d'un équilibre permanent entre deux forces, entre deux visions, entre deux causes, qui dépassent l'homme, mais face auxquelles finalement l'humain triomphe. Une cause, la cause, fondement de toute idéologie, mot étendard, intouchable dans sa sacralité, utilisé souvent comme excuse pour faire passer les pires atrocités, et écraser l'homme de son autoritarisme. L'histoire de Toni et de Yasser rend toute cause caduque face à la dignité humaine ; mot clé de 'L'Insulte'.

"Le film, en effet, affirme Ziad Doueiri, ne pose pas une affaire réglée d'avance mais pousse à la réflexion". La réflexion s'imbrique à l'émotion, au recul, à l'implication, au frisson face à l'esthétique du film, face à la cascade d'images qui nous empoignent, et le sourire s'emmêle aux larmes retenues, l'empathie ne cesse de virer de bord à tout moment, maintenue justement dans ce large concept flottant qu'est la justice.

D'un côté Toni, de l'autre Yasser, campés respectivement par Adel Karam et Kamel al-Bacha, qui vient de remporter le prix du meilleur acteur à la Mostra de Venise. La différence des caractères entre les deux protagonistes renforce la maîtrise du jeu de l'un et de l'autre, impeccables à tout moment sous la direction d'acteur de Ziad Doueiri, dont le professionnalisme marque de son empreinte la prestation de tous les acteurs, Rita Hayek, Camille Salamé, Diamand



Abou Abboud, Talal Jurdi, Julia Kassar, Carlos Chahine, Christine Choueiri... Ils ne sont plus eux, ils deviennent les avocats Wajdi Wehbe et Nadine, le juge Colette Mansour, les épouses Chirine et Manal, le chef des Forces libanaises Samir Geagea... Les personnages sont entiers dans leur évolution à l'écran.

"Joëlle et moi avons écrit ce film ensemble... en dépit de la différence de nos passés et de nos milieux, dit Ziad Doueiri. Chacun vient d'un endroit différent. Elle vient de Bikfaya, avec son esprit, son identité et ses partis, et moi je suis de Beyrouth-Ouest, d'une famille de gauche qui brandissait le drapeau palestinien du matin au soir. Malgré cela, Joëlle et moi, nous nous retrouvons sur beaucoup de points. Dans ce film, il y a des scènes sur les Forces libanaises que j'ai écrites, et d'autres sur les Palestiniens rédigées par Joëlle. Des fois, il faut savoir retourner la table".

Et c'est nous que 'L'Insulte' retourne, bouleverse, prend aux tripes, du plus profond du corps, du plus profond de la mémoire. A aucun moment, Ziad Doueiri ne lâche son spectateur, dans un perpétuel balancement d'adrénaline et de dopamine ; la tension dramatique tissante le film ne cesse de culminer, éclatée dans les scènes d'extérieur, dans les scènes nationales, à l'image de la rue, et condensée dans les scènes de procès, dans les scènes à huis-clos. Dans l'attention accordée aux détails, à la "réunion" de ces "détails magnifiés" qui composent un chef-d'œuvre.

[agendaculturel.com](http://agendaculturel.com)

## تصاعد الأزمة الاقتصادية في لبنان والحراك الشعبي المستحيل

تتمة الصفحة ١

ومن خلال المؤشرات والدراسات التي تصدر عن مؤسسات عالمية ومحلية، ومن خلال متابعتنا لأداء الاقتصاد اللبناني. وأشار منسى إلى أن الإغتراب اللبناني بكل طاقاته، وخصوصاً من خلال تجارب وخبرة أعضاء الجامعة اللبنانية الثقافية في العالم مستعدة أن تُسخر كل طاقاتها لبلورة رؤية طويلة الأمد وإستراتيجية عملية لإستقطاب استثمارات الإغتراب اللبناني والاستثمارات الأجنبية. ولكن هذه الرؤية يجب أن تقترب من إرادة جديّة وذات مصداقية من قبل السلطات اللبنانية المحلية بالتعاون التام والشامل لوضع هذه الرؤية. إذ أن المغترب اللبناني لن يُقدم على أي خطوة منفرداً، إن كان على صعيد المنظمات الاغترابية أو الجالية من حول العالم، دون المساهمة الفعلية والتعاون العملي للسلطات اللبنانية. فإننا كمنظمات تمثّل الإغتراب اللبناني، نسمع الكثير من الكلام ونرى العديد من المنظمات التي انشئت حديثاً تتكلم عن الإغتراب في الخطابات ومن خلال تنظيم المؤتمرات، ولكن دون أي خطوة فعلية نحو محاولة معرفة ما هي أولويات المغترب اللبناني. كما وأن معظم هذه التجمعات أو المؤسسات باتت تتاجر بالاغتراب اللبناني لأهداف خاصة ابرزها الظهور الإعلامي، والسفر والتسويق للذات، والوصول إلى المناصب الرسمية والسياسية، وهذا ظاهر جلياً ولا يخفى على أي مغترب وأي منظمة اغترابية متواجدة في بلدان الإنتشار.

تنافسية الاقتصاد اللبناني، وتردّي المناخ الاستثماري وبيئة الأعمال فيه يعود إلى عدم وجود إرادة سياسية لتنفيذ الإصلاحات البنويّة التي من شأنها تعزيز ثقة المستثمر المحلي قبل الغير مقيم، وبالتالي تحسين صورة لبنان عالمياً ووضعه مجدداً على خارطة التنافس الإقتصادي الإقليمي والدولي لإستقطاب الطاقات والاستثمارات. وأعرب منسى عن أمله من المسؤولين ومن الطبقة السياسية في لبنان الكف عن اعتبار الإغتراب اللبناني «حساب مصرفي جاري» والتصرف معه على هذا الأساس من خلال الاعتقاد أن كل مغترب يملك عشرات الملايين من الدولارات وأن عليه استثمارها في لبنان من خلال قضاء عطلة فيه، وشراء العقارات والمنازل في مناطق، والإستثمار في شركاته، وتمويل مشاريعه، وكان مداخل المغترب اللبناني لا حدود لها وأن لا أولوية لديه سوى تلبية رغبات المسؤولين.

وأكد على أن الإغتراب اللبناني مهتم بقضايا وطنه وأثبت مراراً وتكراراً على مرّ العقود تمسكه ببلده الأم وحرصه على استقراره الأمني والسياسي والمالي والاقتصادي والاجتماعي. ولكن، على المسؤولين في لبنان بلورة رؤية اقتصادية تُقنع المغترب اللبناني على تخصيص شريحة من وقته واستثماراته لوطنه الأم. إذ أن أسواق العالم بأسره متاحة كوجهة استثمارية له، وهو يدرك تماماً تراجع مناخ الاستثمار في لبنان من خلال تجاربه وتجارب غيره،

ما يستوجب تالياً عملاً دؤوباً من السلطات الرسمية لوضع خطة عمل محلية، تقي لبنان واللبنانيين شرّ تدهور الحالة الاقتصادية، وتفشّي حالات البطالة والعوز بين شباب وشابات لبنان. وعلى هذا الأساس يعتبر المراقب أن أولوية الأولويات يجب أن يكون باعادة تأهيل الاقتصاد اللبناني، والنأي به قدر الامكان عن ما يمكن أن يؤثر عليه سلباً، ونعني هنا تفشّي ظواهر الزبائنية والمحسوبيات والفساد على أنواعه.

ولا يفوت الخبير الاشارة الى أهمية ترقّب المستجدات في المنطقة ولهبب المعارك في أكثر من بقعة فيها، مع المبارزة الأميركية - الروسية على ترسيم حدود جديدة لمناطق النزاع بينهما في الشرق الأوسط، ومحاولة طهران حجز «مقعد» أساسي لها على طاولة المفاوضات بين الجبارين الدوليين.

وقد جرت محاولات لتحميل الإغتراب اللبناني مسؤولية إنقاذ الاقتصاد اللبناني من أزمته وجموده ، إلا أن رئيس المجلس الاقتصادي العالمي في الجامعة اللبنانية الثقافية في العالم UCLW الأستاذ أنطوان منسى أصدر توصيات دعا فيها المسؤولين في لبنان عن الكف من تحميل الإغتراب اللبناني مسؤولية إنقاذ الاقتصاد اللبناني من جموده ومن مجموعة الاختلالات التي يعاني منها. إذ أن هذه المسؤولية تقع حصرياً على كاهل السلطات التنفيذية والتشريعية كما على الطبقة السياسية في لبنان. إذ أن تراجع مستوى

## أكبر محطة للطاقة الشمسية في العالم في تونس

تتمة الصفحة ٧

الحاجة إلى المزيد من البنية التحتية الداعمة وقال سعيد مزيع، المدير العام لشركة قرطاج للطاقة، إن نقل وتخزين الطاقة الشمسية لا يزال يشكل قضية، حيث أن الألواح المستخدمة لتوليد الطاقة ليست في إستخدام مستمر. وأضاف: "لكي تستفيد تونس من مواردها الشمسية، فإنها تحتاج إلى الإستثمار في البنية التحتية اللازمة لدعم مشاريع الطاقة الشمسية

وتهدف الإستراتيجية إلى الإستفادة من التعرض المواتي للطاقة الشمسية في البلاد، أو الإشعاع الشمسي، الذي يتراوح بين 1800 كيلوواط/ ساعة للمتر المربع في السنة في الشمال إلى 2600 كيلوواط للمتر المربع سنوياً في الجنوب

وعلى الرغم من أن التحرك نحو مصادر الطاقة المتجددة قد حظي بموافقة واسعة النطاق، فقد أبرزت الجهات الفاعلة في القطاع أيضاً

دولار خلال العام وتتوقع تونس أيضاً أن تولّد 30% من إحتياجات الطاقة المحلية من مصادر الطاقة المتجددة بحلول العام 2030، مقارنة بأقل من 6% اليوم، وفقاً لتقديرات الحكومة. وبحلول ذلك الوقت تأمل في الحصول على 4.7 جيجاواط من الطاقة المُركّبة من مصادر الطاقة المتجددة بإستخدام التمويل من مصادر حكومية والقطاع الخاص، وفقاً لخطة تطوير القطاع، "الخطة الشمسية التونسية

## أكبر محطة للطاقة الشمسية في العالم في تونس

أعلنت شركة (TuNur) للطاقة تكفلها بإنجاز مشروع لتوليد الكهرباء من الطاقة الشمسية من خلال بناء أكبر محطة للطاقة الشمسية في العالم في منطقة رجم معتوق في ولاية قبلي. وسيُنجز المشروع، بعد موافقة الحكومة عليه، على مساحة خمسة وعشرين ألف هكتار، وسيوفّر طاقة تشغيلية تُقدّر بأكثر من عشرة آلاف موطن شغل.



الإيطالية (Ternienergia) "مُنحت بموجبه شركة "تيرني إنرجيا للطاقة المتجددة عقداً بقيمة 12.5 مليون يورو لتطوير منشأة طاقة شمسية بقدرة 10 ميغاواط. وتقدر التكلفة الإجمالية للمحطة، التي ستقع في توزر في جنوب البلاد، بمبلغ 16 مليون يورو

### ارتفاع قدرة طاقة توليد الطاقة المتجددة

إن الدفع من أجل اعتماد الطاقة المتجددة يؤدي فعلياً إلى زيادات كبيرة في القدرات. ووفقاً لوزارة الطاقة، فقد بلغ إجمالي الطاقة المؤلدة من الطاقة الخضراء في تونس حوالي 342 ميغاواط بحلول نهاية العام 2016

وقد خصصت الحكومة نحو 1 مليار دولار أميركي (830 مليون يورو) لمشاريع الطاقة المتجددة في العام 2017، بهدف إضافة 1000 ميغاواط من الطاقة الإنتاجية. وسيخصص ما مجموعه 650 ميغاواط من مشاريع الطاقة الكهروضوئية الشمسية و350 ميغاواط من طاقة الرياح، في حين أنه من المتوقع أن يُسهم القطاع الخاص بمبلغ إضافي قدره 600 مليون

تتمة ص. ٨

خلفية من المبادرات التي تتخذها تونس بهدف تعزيز القدرة على تلبية الطلب المحلي المتنامي الواقع أن البلاد لا يزال يعتمد إلى حد كبير على الهيدروكربونات. ومع ذلك، فإن العديد من المشاريع الجديدة سوف تسخر وتستخدم تكنولوجيات الطاقة المتجددة كجزء من حملة وطنية لتعزيز مساهمتها في مزيج الطاقة في تونس في حزيران (يونيو) الفائت، أعلنت الحكومة عن خطط لتقديم مشاريع للمناقصة بقيمة إجمالية تبلغ 400 مليون دينار تونسي (137.7 مليون يورو) التي من شأنها أن توفر طاقة مجتمعة تبلغ 210 ميغاواط، وهي مقسمة بين الطاقة الشمسية (70 ميغاواط) ومزارع الرياح (140 ميغاواط)

وسيتبع ذلك شراء مخرجات وإنتاج هذه المشاريع - التي قالت الوزارة أنها ستشمل مرافق إنتاج صغيرة الحجم - من قبل الشركة التونسية للكهرباء والغاز بموجب إتفاقيات لشراء الطاقة طويلة الأجل

بالنسبة إلى المبادرات الشمسية، سيتم توزيع 10 ميغاواط من الطاقة المخطط لها على المشاريع التي تصل قدرتها إلى 1 ميغاواط، مع منح الـ 60 ميغاواط المتبقية إلى المشاريع التي تبلغ قدرتها القصوى 10 ميغاواط. أما بالنسبة إلى طاقة الرياح، فسيتم تخصيص 20 ميغاواط من الطاقة المخطط لها للمشاريع الأصغر التي تصل قدرتها إلى 5 ميغاواط، و120 ميغاواط إلى المشاريع الأكبر التي تصل قدرة كل واحد منها إلى 30 ميغاواط

ومن المقرر أن تُختتم العطاءات لمعظم المشاريع في 15 تشرين الثاني (نوفمبر) المقبل، على الرغم من أنه سيتم الانتهاء من المناقصة على نصف قدرة طاقة الرياح في آب (أغسطس) 2018 وجاءت أخبار العطاءات بعد قرار حكومي في آذار (مارس) الفائت

يبرز العرض الذي قُدّم أخيراً لبناء مشروع الحديقة الشمسية الجديد في تونس إمكانات البلد وأهميته كموقع لمشاريع الطاقة المتجددة في وقت يزداد الطلب المحلي على الطاقة بسرعة في أوائل آب (أغسطس) قدمت شركة "تونور" البريطانية عرضاً لوزارة الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة في تونس لبناء حديقة شمسية بقدرة 4.5 غيغاواط في جنوب البلاد. وإذا تمت الموافقة على المشروع ونُفذ، فإنه سيكون قادراً على إضاءة أكثر من 5 ملايين منزل، أو 7 ملايين سيارة كهربائية في جميع أنحاء أوروبا عندما يعمل بكامل طاقته، مما يجعله واحداً من أكبر المرافق من نوعه في جميع أنحاء العالم

وقد عرضت "تونور" في مشروعها خططاً لتصدير الطاقة من الحديقة إلى أوروبا عبر كابلات مغمورة تحت مياه البحر. وتأمل الشركة في طرح هذا المرفق على مراحل في منطقة رجم معتوق الواقعة داخل ولاية قبلي، التي تستقبل ضعف مقدار أشعة الشمس الذي تتعرض له أوروبا الوسطى

سيكلف بناء الجزء الأول من المصنع 1.6 مليار يورو، ومن المتوقع أن يولد 250 ميغاواط من الكهرباء، مع تقديرات مُبكرة تُشير إلى أنه يمكن أن يبدأ العمل في أوائل العام 2020. وسوف توفر الكهرباء المُنتجة في الحديقة التونسية الطاقة إلى مالطا، إيطاليا وفرنسا، قبل إعادة توزيعها عبر الشبكة الأوروبية المتكاملة. وسيطلب المشروع تركيب كابل بحري تحت الماء يربط بين الشبكة التونسية ومالطة، علماً أن هناك كابلاً فعلياً يربط الشبكة التونسية بأوروبا. كما يجري النظر في إنشاء كابلات آخرين يربطان تونس بفرنسا وإيطاليا

### تعزيز حصة الطاقة المتجددة في مزيج الطاقة

يأتي مشروع "تونور"، الذي يستهدف السوق الأوروبية، في ظل

## صبرا وشاتيلا ... مجزرة تأبى النسيان

وفاء بهاني

أحيا الشعب الفلسطيني الذكرى السنوية لمجزرة صبرا وشاتيلا التي ارتكبت عام 1982 كما جرت العادة في منتصف شهر أيلول (سبتمبر) من كل عام. وقد راح ضحيتها 3500 شهيد وأكثر على أيدي قوات الاحتلال الإسرائيلي وحلفائها في لبنان من «قوات حزب الكتائب وجيش لبنان الجنوبي» التي ارتكبت مذبحه مروعة ضحاياها الأطفال والنساء وكبار السن على مدار 3 أيام في 16، 17، 18 أيلول (سبتمبر).

إنها أيام محفورة في التاريخ والذاكرة الفلسطينية، تستعصي على النسيان ولن تسقط بتقادم الزمن، وستظل حية مثل الجمر طي الرماد في وجدان الشعب الفلسطيني، وكل نداءات الشجب والإدانة والإستنكار من هنا وهناك، لن تكفي وتغني عن مواصلة التحركات وإسقاط العقوبة المناسبة على الأطراف المسؤولة عن هذه الجريمة التي تهز الضمير الإنساني.



سلاح الجو الإسرائيلي على ارتفاعات منخفضة في سماء بيروت الغربية وإعلان الجيش الإسرائيلي السيطرة عليها وتواجد وزير الحرب آنذاك المجرم شارون وتمركزه في أحد الأبنية المطلة على مخيمي صبرا وشاتيلا وإشرافه المباشر على العملية والسماح لقوات حزب الكتائب مع غروب يوم ال16 من شهر أيلول (سبتمبر) وتسهيل دخول المئات من العناصر المسلحة عبر الأزقة الجنوبية الغربية لمخيمي صبرا وشاتيلا والتقدم والانتشار في جميع شوارع المخيم والسيطرة عليه بالكامل وارتكاب أبشع الجرائم الإنسانية والتنكيل بجثث الضحايا من كبار السن والأطفال دون الثالثة والرابعة من العمر، وبقرب بطون النساء الحوامل واستخدام السلاح الأبيض والسواطير والبلطات في ذلك.

مجزرة صبرا وشاتيلا لم تكن أولى المجازر التي ترتكب بحق الشعب الفلسطيني، ولم تكن الأخيرة، فقد سبقها مجازر فظيعة لتكون شاهدة على إجرام هذا الكيان وقادته ضاربين بعرض الحائط كل الأعراف الإنسانية والمواثيق الدولية.

بدأت المجزرة بعد خروج مقاتلو الثورة الفلسطينية من بيروت في عملية انتقامية وتصفية لسكان وأهالي المخيم العزل، وذلك بعد أن أحكم الجيش الإسرائيلي الطوق على المخيم وأغلق مداخله ومخارجه بعيدا عن وسائل الإعلام ووكالات الأنباء، وإلقاء القنابل المضيفة طيلة ليلتي المجزرة لمساعدة مقاتلي الكتائب اللبنانية تحت قيادة إيلي حبيقة، وجيش لبنان الجنوبي بقيادة سعد حداد. مع بزوغ فجر اليوم 16 من شهر أيلول (سبتمبر) حلقت طائرات

## انضمام فلسطين للانتربول الدولي

الفلسطينية أو غيرها، أو على أراضي دولة أخرى في إشارة إلى المجازر التي ارتكبت بحق الشعب الفلسطيني في لبنان». وأشار ان هذا الانضمام أيضا «يتيح المجال للسلطة الفلسطينية المطالبة بمواطنين متهمين بارتكاب جرائم جنائية كالقتل والاختلاس والنصب والاحتيال والتزوير والتفريب وتجارة المخدرات. يشار إلى أن «الانتربول» تعتبر من أهم المنظمات الدولية في العالم، وأنشأت قبل الأمم المتحدة أي قبل حوالي 100 عام. وتعتبر منظمة «الانتربول» جهة تنفيذية للمحكمة الجنائية الدولية، واسترجعت السلطة الفلسطينية وهي عضو مراقب في منظمة «الانتربول» خلال الفترة السابقة أكثر من 300 حالة هربوا من القضاء الفلسطيني.

الانضمام إلى الشرطة الدولية «الانتربول» يضع فلسطين على قدم المساواة مع باقي الدول الاعضاء. وأكد جبارين، على ان من خلال الانضمام «للانتربول» يمكن ملاحقة مجرمي الحرب الاسرائيليين الذي ارتكبوا جرائم حرب في ضد الشعب الفلسطيني، كما يمكن ملاحقة المسؤولين الاسرائيليين كل حسب مستوى مسؤوليته عن ارتكاب جرائم حرب ضد الشعب الفلسطيني».

وأوضح جبارين، ان الانضمام إلى «الانتربول» مرتبط بالتوجه إلى محكمة الجنايات الدولية، وبالتالي يمكن لدولة فلسطين المطالبة بتسليم مجرمين ارتكبوا جرائم جنائية او جرائم حرب بحق فلسطينيين على الاراضي الفلسطينية سواء يحملون الجنسية

حصلت فلسطين رسمياً على عضوية الشرطة الدولية الجنائية «الانتربول» بعد موافقة اعضائها على طلب الانضمام التي تقدمت به مؤخراً.

ويشكل الإنتربول، ببلدانه الأعضاء الـ 190، أكبر منظمة شرطية في العالم، ويتمثل دوره في تمكين أجهزة الشرطة في العالم أجمع من العمل معا لجعل العالم أكثر أمانا.

وتقع الأمانة العامة للإنتربول في ليون (فرنسا)، وتعمل على مدار الساعة، طيلة أيام السنة. ولدى المنظمة أيضا سبعة مكاتب إقليمية في العالم.

### ماذا يعني انضمام فلسطين إلى «الانتربول»؟

قال مدير مؤسسة الحق د. شعوان جبارين لوسائل اعلام محلية، أن



(26) فقرة (2) منها تنص على الحق في تشكيل النقابات والجمعيات والاتحادات والروابط والأندية والمؤسسات الشعبية وفقاً للقانون؛ وتجسد ذلك بقانون العمل الفلسطيني الذي أكد على الحق بالتنظيم النقابي وكفل حريته، فبرغم أنه استثنى من أحكامه في المادة (3) فقرة (1) موظفي الحكومة والهيئات المحلية؛ إلا أنه كفل حقهم في تكوين نقابات خاصة

بهم، كما أكد في المادة (5) على حق العمال وأصحاب العمل في تكوين منظمات نقابية على أساس مهني بهدف رعاية مصالحهم والدفاع عن حقوقهم.

في ظل الاهتمام بحرية التنظيم النقابي دولياً وعربياً ومحلياً، ولكي تتجاوز الحركة النقابية العمالية الفلسطينية الصعوبات والأزمات والتحديات؛ يجب إدراك الأخطار التي تحرق بالعمل النقابي في ظل الظروف المختلفة والمتغيرات السريعة والتي بلورة الواقع النقابي الحالي بكل مكوناته وخصوصيته، فالاعتراف بالأزمة والشعور بحقيقتها أول خطوة نحو التدخل والعلاج الفعال، ويمكن أن يأتي ذلك بالسعي الحثيث من الجميع لإعادة تنظيم العمل النقابي على أسس سليمة تكفل حريته واستقلالته وبما يضمن استمراره، وذلك بمراعاة المعايير الدولية التي تنص على ذلك والاستفادة من التجارب السابقة التي مرت بها النقابات، وذلك بإعادة متجددة وروح نضالية تستمد طاقاتها من الانتماء والإيمان بالقوة الذاتية للنقابات والتي تقوم على أساس الممارسة الديمقراطية والاستقلال بالقرار.

إن الحرية النقابية على المستوى الوطني بحاجة لتجسيد حقيقي على أرض الواقع في ظل تكرار أزمات تكاد تعصف بالعمل النقابي، وبمقدرة النقابات على القيام بدورها وواجباتها كممثل حقيقي للعمال يساهم في العملية التنموية وتطوير علاقات العمل واستقرارها، وهذا يدعو إلى ضرورة الإسراع في

الأعمال أو منظماتهم وتدخل الحكومة في الشؤون الداخلية لها.

أما على صعيد المعايير العربية التي تنص على حرية التنظيم النقابي، فقد أصدرت منظمة العمل العربية الاتفاقية العربية رقم 8 لعام 1977 بشأن الحريات والحقوق النقابية وأبرز ما جاء فيها:

· لكل من العمال وأصحاب الأعمال، أي كان القطاع الذي يعملون فيه، أن يكونوا دون إذن مسبق، فيما بينهم منظمات نقابية أو ينضموا إليها لترعى مصالحهم وتدافع عن حقوقهم.

· تمارس منظمات العمال ومنظمات أصحاب الأعمال نشاطها بمجرد إيداع أوراق تكوينها.

· يضع كل من العمال وأصحاب الأعمال المؤسسين للمنظمة نظامها الأساسي الذي يتضمن على وجه الخصوص أهدافها، ووسائل تحقيقها، وكذلك أجهزتها وطرق تمويلها وإدارتها دون تدخل أو تأثير من أي جهة كانت.

· لكل من منظمات العمال ومنظمات أصحاب الأعمال الحق في أن تشكل فيما بينها وفي مجال عملها نقابات عامة أو اتحادات نوعية أو فرعية، ولها الحق في تكوين اتحاد عام واحد.

أما على الصعيد الفلسطيني وما ينص حول الحريات والحق بالتنظيم في الدستور، يقر القانون الأساسي بالحريات العامة والحق في التنظيم، حيث ورد في المادة (19) أنه لا مساس بحرية الرأي، ولكل إنسان الحق في التعبير عن رأيه ونشره بالقول أو الكتابة أو غير ذلك من وسائل التعبير أو الفن مع مراعاة أحكام القانون، وقد ورد في مادة (25) تأكيد على الحق بالعمل لكل مواطن، وهو واجب وشرف وتسعى السلطة الوطنية إلى توفيره لكل قادر عليه، والعمل على تنظم علاقات العمل بما يكفل العدالة للجميع، ويوفر للعمال الأمن والاستقرار الوظيفي والرعاية الصحية والاجتماعية، كما ونص على أن التنظيم النقابي حق ينظم القانون أحكامه، والحق في الإضراب يمارس في حدود القانون؛ كما ان المادة

إصدار تشريع بقانون عصري ومدني وديمقراطي للنقابات العمالية، يقوم على حرية التنظيم النقابي وفق المعايير الدولية وخاصة اتفاقيتي العمل الدولية 87 و98، وبما يحد من أي تدخل في عمل النقابات أو محاولة تقويضها أو احتوائها، فأعطت النقابات العمالية الحرية يساهم في توسيع خياراتها النقابية والنضالية ويفسح المجال لاستعمال الوسائل المتاحة والمشروعة بحرية، بهدف تطوير نشاطاتها النقابية وبما يعزز الثقة مع القواعد العمالية ويساهم في مواجهة التحديات والمعوقات بالعمل.

أخيراً إن التجربة النقابية على المستوى الدولي والعربي تؤكد على أهمية الحفاظ على حرية التنظيم النقابي واستقلالته، وضرورة منحه الحريات والحقوق التي تكفل له الأرضية السليمة لممارسة العمل النقابي بشكل ديمقراطي وحر، وبدون التدخل في شؤونه وتقييد حريته، بهدف النهوض بالواقع العمالي، بما يساهم بالمشاركة الفعالة في رسم السياسات الوطنية الاجتماعية والاقتصادية وبناء أسس الدولة المدنية الحديثة، في ظل تنامي الجهود الوطنية للبناء والتحرر وقيام الدولة الفلسطينية المستقلة وعاصمتها القدس، انسجاماً مع المعايير والقوانين والتشريعات الدولية، ومبادئ حقوق الإنسان؛ ولتحقيق ذلك لا بد من إيمان والتزام السلطة الفلسطينية، وكافة مكونات المجتمع المدني الفلسطيني بتلك المبادئ ومنها حق حرية التنظيم النقابي وصولاً لمجتمع ديمقراطي مدني متحضر.

## العمل النقابي بين الحق الإنساني واستحقاق الدولة

زعيتر أبو سلامة

مرت الحركات النقابية العمالية عبر مراحلها التاريخية؛ بالعديد من الصعوبات والتحديات التي كانت تعصف بها على صعيد بنيتها، ومدى قدرتها على القيام بواجباتها ودورها لخدمة العمال، والنضال لتحقيق حقوقهم، وتحقق مصالحهم، وصولاً لبنية عمل لائقة تحفظ كرامتهم وإنسانيتهم، وأصبحت الحركة النقابية العمالية من أهم المؤسسات الاجتماعية ذات البعد المطبقي التي أسسها العمال للدفاع عن مصالحهم وحمايتهم.

واقع التنظيم النقابي للقيام بمهامه ودوره لحماية أعضائه. حيث أصدرت منظمة العمل الدولية اتفاقيات عمل وتوصيات لحماية التنظيم النقابي، ومن أبرزها كانت اتفاقيتا 87 و98 لحرية التنظيم النقابي والمفاوضة الجماعية، وتعد الاتفاقية رقم 98 الصادرة سنة 1949 مكملة للاتفاقية رقم 78 لسنة 1948، والتي تعالج بشكل أوسع مسائل تتعلق بالعلاقة بين العامل وصاحب العمل، إذ تحمي العاملين من ممارسات التمييز في التوظيف المغايرة للوائح النقابات؛ وتقضي بشكل خاص أن من حق التنظيمات العمالية التمتع بحماية كافية ضد تدخل أصحاب العمل، كما وتعتبر الاتفاقية رقم 87 لمنظمة العمل الدولية حول حرية التجمع والتنظيم من الاتفاقيات الأساسية التي تكفل هذا الحق للبشر، وأبرز ما تنص عليه اتفاقيتا 87-98 حول حرية التنظيم النقابي التالي:

- تمتع العمال بحقوقهم في إنشاء منظمات نقابية يختارونها وفي الانضمام إليها وبالمثل بالنسبة لأرباب العمل.
- ضرورة أن تبذل الأطراف المعنية، بما فيها الحكومة، الجهود لخلق المناخ وتوفير الظروف التي تسمح بتشجيع المفاوضة الجماعية.
- تمتع العمال بحماية ضد أعمال التمييز المناهض للنقابات، ومن ذلك الحماية ضد رفض الاستخدام بسبب العضوية النقابية أو المشاركة في الأنشطة النقابية.
- حماية منظمات العمال من سيطرة أصحاب



الحق، سوى ما ينص عليه القانون مما يكون ضرورياً في المجتمع الديمقراطي، كما تضمن إعلان التقدم والتنمية الذي أجازته الجمعية العامة للأمم المتحدة في 11 ديسمبر 1969 في الفقرة (أ) من المادة العشرين: «النص على كل الحريات الديمقراطية للنقابات وحرية التجمع لكل العمال».

لقد مثل الاهتمام بالعمل الركيزة الأساسية التي قامت عليها أحد أهم المنظمات التابعة للأمم المتحدة، وهي منظمة العمل الدولية ILO، والتي تمثل الشراكة الحقيقية لأطراف الإنتاج على قاعدة التعاون الدولي، باعتبار العمل رابط يساهم في توحيد الجهد العالمي باعتباره مجرد من كل النزعات العصبية والطائفية والدينية والعرقية؛ يتحد فيه الجميع على الرغم من اختلافاتهم.

وقد أولت المنظمة اهتماماتها بالسعي لحماية الحقوق والحريات النقابية والنهوض بها في مجتمع العمل سواء للعمال أو أصحاب العمل، من خلال ما يصدر عنها من معايير واتفاقيات دولية تهدف لتجسيد العدالة الاجتماعية، وتحسين

ويعتبر حرية تأسيس النقابات والانتماء النقابي من الحقوق الأساسية التي نصت عليها القوانين الدولية، وأكدها التشريعات والقوانين، كنتاج طبيعي لمراحل النضال، والكفاح، والصراع المرير الذي خاضته الحركات العمالية تاريخياً، إلى أن بدأ الاعتراف رسمياً في بريطانيا وفرنسا بالنقابات العمالية في أواخر القرن الثامن عشر، ومن ثم توالى الاعتراف بعد ذلك في أوروبا وغيرها من بلدان العالم.

ولقد رسخت الأعراف والقوانين الدولية الحق في حرية العمل النقابي، كقيمة إنسانية تحافظ على بقاء الإنسان واستمرريته، باعتبار التنظيم النقابي الإطار الموجه، والمنظم للعمل النقابي الذي يهدف إلى تحسين أوضاع العمال المادية والمعنوية وحماية كرامتهم، وبعد أحد الحقوق الأساسية للإنسان، التي تنص على حقه في التجمع والاشتراك مع الآخرين بالدفاع عن المصالح المشتركة، سواء بالتعبير أو النشر أو الضغط والمناصرة، وهذه الحقوق ينص عليها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر سنة 1948، حيث أكدت المادة الثالثة والعشرين صراحة في فقرتها الثانية أنه: « لكل شخص الحق في أن يُنشئ وينضم إلى نقابات حماية لمصلحته»، كما أكد العقد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المؤرخ في 16 ديسمبر 1961، الذي يشمل تعهد الدول الأعضاء بأن تكفل الحق كل فرد في تشكيل النقابات والانضمام إلى ما يختاره منها، ولا يجوز وضع القيود على ممارسة هذا

العدد - 115

تاريخ الإصدار: 30 أيلول

2017

اسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

مدير الإدارة: خالد وفيق الطيبي

رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

العلاقات الإغترابية: علي ملحم بشير

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

03/665295

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ط7

هاتف: 01/705313

فاكس: 01/705311

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al\_ayam\_1966@hotmail.com

الإشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: 150,000 ل.ل

المؤسسات: 250,000 ل.ل

خارج لبنان:

300,000 ل.ل

## أكبر 10 بنوك في العالم قرابة نصفها بالصين

تستحوذ الصين على أكبر البنوك في العالم، خلافاً لكل التوقعات السائدة بين الناس بأن بنوكاً أميركية قد تكون الأكبر، بسبب أن الولايات المتحدة هي صاحبة أكبر اقتصاد عالمياً، كما أنها مركز تجاري عالمي وسوق تستقطب الاستثمارات من كل أنحاء العالم.



ويحل في المركز الثالث عالمياً «البنك الزراعي الصيني» وتبلغ قيمة أصوله الإجمالية 2.82 تريليون دولار، وهذا البنك مملوك لواحدة من بين أكبر عشر شركات في العالم على الإطلاق. أما في المركز الرابع فيأتي «بنك الصين»، والذي يملك أصولاً يُقدر ثمنها بـ36.2 تريليون دولار، ويعد أحد أقدم البنوك في الصين إذ تأسس في العام 1912.

وفي المركز الخامس عالمياً يأتي بنك (HSBC) البريطاني، وهو المصرف الأكبر في بريطانيا وأوروبا، ويدير أصولاً تبلغ قيمتها الإجمالية 2.57 تريليون دولار، ولدى هذا البنك مكاتب وفروع في 80 دولة حول العالم.

أما سادساً فيأتي «جي بي مورغان»، وهو أكبر بنك في الولايات المتحدة، ويمتلك أصولاً تصل قيمتها الإجمالية إلى 2.45 تريليون دولار، ولديه أكثر من 5100 فرع في أكثر من 100 بلد حول العالم.

وسابعاً، بنك «BNP Paribas»، والذي يتخذ من باريس في فرنسا مقراً رئيسياً له، لكنه يعمل في 75 دولة ويدير أصولاً تصل قيمتها الإجمالية إلى 2.4 تريليون دولار.

ثامناً، مجموعة «ميتسوبيشي يو إف جي» وهو

وقد أصدر موقع اقتصادي متخصص قائمة بأكثر عشرة بنوك في العالم، من حيث حجم أصولها، ليتبين أن البنوك الأربعة الأولى من حيث حجم الأصول على مستوى العالم موجودة في الصين، بينما يتربع بنك (HSBC) البريطاني على قائمة أكبر بنك غير صيني في العالم، فيما تخلو قائمة البنوك العشرة الكبار من أي مصرف عربي.

وبحسب القائمة التي نشرها موقع «هاو ماتش» المتخصص بأخبار المال والأعمال، فإن البنك الأضخم في العالم من حيث حجم الأصول هو بنك التجارة والصناعة الصيني، وتبلغ قيمة أصوله الإجمالية 3.62 تريليون دولار أميركي، كما أنه الرابع عالمياً من حيث العوائد المالية حيث يحقق سنوياً 134.8 مليار دولار.

أما في المركز الثاني عالمياً فيحل «بنك الإنشاءات الصيني»، وتبلغ القيمة الإجمالية لأصول هذا البنك 2.94 تريليون دولار، ولديه 13 ألفاً و629 فرعاً في مختلف أنحاء الصين، إضافة إلى نيويورك وسول وسنغافورة وطوكيو وملبورن وأماكن أخرى من العالم.

أكبر بنك في اليابان وثاني أضخم شركة عامة هناك، ويدير أصولاً تبلغ قيمتها الإجمالية 2.46 تريليون دولار.

ويحل في المركز التاسع «بنك أوف أميركا»، والذي يدير أصولاً تصل قيمتها الإجمالية إلى 2.15 تريليون دولار.

أما في المركز العاشر والأخير فتأتي مجموعة «كريديت أغريكول» الفرنسية والتي تأسست عام 1894، وهي تدير أصولاً تصل قيمتها إلى 1.91 تريليون دولار.



## سلسلة الرتب والرواتب: الجباية من الشعب لتغطية إهمال الطبقة الحاكمة

رأى سامي عطاالله المدير التنفيذي للمركز اللبناني للدراسات أن الكثير ما قيل عن سلسلة الرتب والرواتب للموظفين في لبنان. في حين أنّ العديد يعارضونها لتصورهم أنّها تزيد الضرائب، يرى الموظفون والأساتذة في القطاع العام أنّ تعديل الرواتب قد طال انتظاره. ذلك أنّ رواتبهم لم تُعدّل سوى مرتين منذ 1997، عامي 2008 و2012. ولم يفلح هذان التعديلان في الحفاظ على قدرتهم الشرائية. فارتفاع الأسعار الذي فاق الـ 120% على مدى السنوات العشرين الماضية قد قضم من دخلهم من حيث القيمة الحقيقية، وخفض من مستوى معيشتهم.



الذي يضمنه القانون اللبناني.

من الواضح أنّ النخبة السياسية - في كلّ من الحكومة والبرلمان - لا تتمتع بالإرادة أو القدرة على جمع الإيرادات والحدّ من الإنفاق من خلال معالجة الهدر، وسوء الإدارة، والفساد في القطاع العام.

وضريبة دخل على الشركات، ورسم على عقود البيع العقاري، وضريبة على عائدات وفوائد الحسابات المصرفية، تُغطّي مجموعة نصف الإنفاق الناشئ عن الزيادة في الرواتب. وبإمكان بعض من هذه الضرائب إعادة التوازن وإن بشكل متواضع في توزيع العبء الذي غالباً ما يُلقى على كاهل المستهلك عوضاً عن تحميله لرأس المال، والشركات، والأنواع الأخرى من الربوع التي لا تُفرض عليها الضرائب. والجدير بالذكر أنّ السياسات الضريبية للحكومات التي توالّت منذ أن وضعت الحرب الأهلية أوزارها قد فضّلت الضرائب غير المباشرة على الضرائب المباشرة والتصادفية، محبّدةً بذلك الأغنياء على حساب الفقراء.

وقد لا يكون من قبيل الصدفة أنّ يُمرّر قانون الضرائب بعد القانون الانتخابي ومع اقتراب الموسم الانتخابي، إذ درجت العادة على تمرير السلسلة، كما في العامين 2008 و2012 قبل الانتخابات. وخلال السنوات الخمس الماضية، لم تتمكّن أيّ من الحكومات أو المجالس النيابية من إرساء عملية ملائمة للتعامل مع كيفية تمويل سلسلة الرتب والرواتب. ولكن على الرغم من تعقّد هذا الموضوع، لكان حريّ بالنخبة السياسية أن تدرسه كجزء من الموازنة، وأن تتوصّل إلى طرق للحدّ من الهدر ومعالجة الفساد لتمويله، قبل الانتقال إلى دراسة آثاره على مختلف القطاعات والجمهور.

هذا ما كان يفترض بأيّ حكومة أو مجلس نيابي جديرين القيام به لو كانا يكثران للجمهور. فهذه هي الطريقة لاستعادة ثقة الناس.

وتكثر الادّعاءات الشعبية بشأن الإنفاق غير المبرّر أو سرقة أملاك الدولة أو عدم استثمارها بما يكفي. والأسوأ أنّ العديد من النواب يكتفون بإلقاء الخطابات بشأن الفساد خلال جلسات الرقابة البرلمانية، لكنهم قلّمًا يتّخذون الإجراءات في هذا الصدد، في حين ينجح آخرون بالكشف عن صفقات الفساد بعد تمرير التشريعات لا قبله. ولا شك أنّ عدم زيادة الحكومة للإيرادات أو خفضها للإنفاق من خلال معالجة سوء الإدارة أو الفساد يشير إلى عدم إرادتها أو عدم قدرتها على الإقدام على ما يهدّد مصالح النخبة، إن بدافع من التواطؤ أو الخوف.

### إختيار الضرائب المناسبة

تتمثّل الطريقة الأسهل لزيادة الإيرادات العامة برفع الضرائب. وفي حين تملي الغريزة عليهم فرض الضرائب غير المباشرة التي تؤثر بشكل غير متناسب على الطبقتين المتوسطة والدنيا، فقد اختاروا توزيع العبء على المستهلكين ورأس المال.

والواقع أنّ الزيادة في الضريبة على القيمة المضافة من 10 إلى 11 بالمئة ستمثّل نحو 18 بالمئة من إجمالي الإيرادات الجديدة، في حين أنّ الزيادة في الضريبة على الفوائد من 5 إلى 7 بالمئة ستمثّل 25 بالمئة من الإيرادات الجديدة. وعلى الرغم من خطاب التهويل الذي يعتمده القطاع الخاص بشأن تبعات فرض الضرائب الجديدة على الاقتصاد، فإنّ هذه الضرائب الجديدة تشمل ضريبة على أرباح رأس المال،

وقد أدّى ذلك إلى تشويش النقاش بشأن السلسلة، محوّلاً المستفيدين إلى محطّ استهداف من قبل الجمهور العريض الذي يدفع الضرائب لتمويل رواتب الموظفين العموميين، من بين جملة نفقات عامة أخرى. والحقيقة هي أنّ الشعب يتحمّل عبئاً ضريبياً أكبر للتعويض عن سوء إدارة الحكومة ومجلس النواب للمالية العامة، وكلاهما فشل في الإعداد للموازنة، ومناقشتها، والمواقفة عليها خلال السنوات الاثني عشر الماضية لضمان الانضباط المالي والانفاق الكفؤ والفعال. وقلّمًا يُسهّم غياب المصادقية في هكذا عملية في تعزيز الثقة بين الطبقة السياسية والناخبين.

### المنظومة البيروقراطية اللبنانية غير المنتجة تستنزف الخزينة

وتتمحور حجة شائعة أخرى في الأوساط الحكومية حول التأكيد على عدم استحقاق القطاع العام للسلسلة نظراً لتضخّم عدد الموظفين في المنظومة البيروقراطية اللبنانية غير المنتجة التي تستنزف الخزينة. إلا أنّ هذه الحجة ساقطة لسببين. أولاً، وفي حين أنّ بعض الإدارات تشهد تضخّماً في عدد الموظفين، لا زالت إدارات أخرى كثيرة تعاني من النقص في الموظفين، ما يطرح الشكوك بشأن السياسات التي تنتهجها الحكومات المتعاقبة لجهة نيتها في بناء بيروقراطية مهنيّة. وتدعو الحاجة بالإحاح إلى إصلاح للقطاع العام يعالج المهام والرواتب ومعايير الجدارة. ولا يغيب عن بالنا أنّ الحكومة قد كلفت مكتب وزير الدولة للتنمية الإدارية بإصلاح إدارة القطاع العام، الذي لا يزال أبعد ما يكون عن المنال، لأنّ المشاكل تكمن أولاً وقبل كلّ شيء بنفس الأشخاص الذين يطالبون بإصلاحها: أي الأحزاب السياسية التي تستخدم الإدارات الحكومية لتقديم الخدمات وتوظيف الأشخاص الموالين لها والذين يخدمون غاياتها السياسية والانتخابية.

ولا يمكن إجراء أي إصلاح جذري للمنظومة البيروقراطية لو حُرّم موظّفو القطاع العام من سلسلة تستند على القوة الشرائية للرواتب بدلاً من الجدارة. إلى ذلك، فإنّ التأكيد على أنّ جميع موظّفي القطاع العام يتساوون في عدم استحقاقهم للسلسلة يمنع التمييز بين المنتجين منهم وغير المنتجين، ويُنكر عليهم الإقرار بحقهم في السلسلة

وأشار عطاالله إلى تصاعد النقاش العام على مدى السنوات الخمس الماضية في شأن كيفية تمويل سلسلة الرتب والرواتب. وفي 21 آب 2017، مُرّرت اثنا وعشرون ضريبة من خلال إقرار القانون، لكنّها لا زالت قيد النظر لدى المجلس الدستوري. وهي تتضمن زيادة في ضريبة القيمة المضافة، ورسم الطابع المالي، ورسم المغادرة على المسافرين جواً، بالإضافة إلى الأرباح الرأسمالية المتأثية عن التصرف بالأصول الثابتة، وضريبة الدخل للشركات، والضرائب على فوائد وعائدات الحسابات المصرفية، بين جملة ضرائب أخرى لتغطية الإنفاق الإضافي. وأكد عطاالله على أن الكثيرين يتعرضون للوقوع في شرك الاصطفافات، من الأهمية بمكان استرجاع كيف تمّ تأطير المسألة على مدى السنوات القليلة الماضية، وكيفية إجراء النقاش، وكيفية التوصل إلى التسوية الحالية وأسبابها. هذا ما يمكننا من تكوين فهم أفضل بشأن نوايا النخبة السياسية وأولوياتها.

لنبدأ بالمسألة المطروحة حالياً، أي السبب في تقديم السلسلة كنفقة مستقلة تتطلّب تمويلاً إضافياً؟ يشير الارتفاع في إيرادات الدولة الذي سجّل خلال السنوات العشرين الماضية والمتأثي في جزء منه عن الارتفاع في الأسعار، إلى وجوب تمويل تصحيح الأجر من الإيرادات. وبعبارة أخرى، يجب التعامل مع الزيادة في رواتب القطاع العام شأنها شأن أي نفقة أخرى في الموازنة، ولا يجب اعتبار الإيرادات على أساس أنّها مخصصة لتمويل نفقة معيّنة. وعليه، فمن مسؤوليّة الحكومة ومجلس النواب إجراء دراسة للإيرادات والنفقات معاً ضمن الموازنة - ما يُشار إليه بمبدأ وحدة الموازنة - وذلك لاستكشاف الطرق لمعالجة الوضع المالي في البلد. وكان حريّ بالحكومة أن تنظر في رواتب القطاع العام، والإنفاق الحالي، والإنفاق الرأسمالي للحدّ من النفقات، بالإضافة إلى مصادر الإيرادات العامة، بما يشمل إدارة الأملاك العامة والضرائب، التي يتقلّت البعض منها من الجباية.

وبعبارة أخرى، لا بدّ من وضع السلسلة في الإطار الإجمالي للنفقات والإيرادات في الموازنة، عوضاً عن تخصيص نفقات إضافية للرواتب.

# الأيام

## AL AYAM

### الاقتصادية

( أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦ )

١٠٠٠ ليرة

أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ١١٥ - تشرين الأول ٢٠١٧



### الاقتصاد العربي - ص. ٧

أكبر محطة للطاقة الشمسية في العالم في تونس



### القضية المركزية - ص. ٦

صبرا وشاتيلا ... مجزرة تأبى النسيان

## تصاعد الأزمة الاقتصادية في لبنان والحراك الشعبي المستحيل



تتعالى الأصوات التي تحذر من أزمة الاقتصاد اللبناني المتصاعدة وانعكاسها على الوضع اللبناني العام والظروف العامة للشعب، إلا أن تصاعد الأزمة لا يمكن لها أن تؤدي بحال من الأحوال إلى حراك شعبي تقود إلى حراك شعبي واسع ومؤثر يعمل على تغيير الواقع أو يؤدي إلى ضغط على الطبقة الحاكمة تحسين ظروف الفقراء ووضع قوانين اقتصادية تكون لمصلحة الشعب وتلمس ظروفه .

### عبد معروف

رغم أن لا انهيار شامل للاقتصاد اللبناني في المدى المنظور، إلا أن الوضع الاقتصادي في لبنان يتجه نحو المزيد من التآزم ، وهذا ما يؤكد عنه المتخصصون في مجال الاقتصاد ، وأمام هذا الواقع الضاغط على الفقراء من الشعب ، ليس من المتوقع أن يتجه الوضع اللبناني نحو خيار الثورة ومواجهة الطبقات التي تنهب وتستبد وتتسلط تحت عناوين مختلفة أو تحت ضغط التخويف والتخوين من أي تحرك شعبي محتمل ذلك لأن الشعب الرازخ تحت ضغط لقمة العيش والبطالة والتآزم الاقتصادي والفساد ليس بمقدوره اليوم أن يتحرك في الشارع :

أولا لأن الشعب لم يعمل على تشكيل قواه السياسية والنقابية المعبرة عن مصالحه والتي من مهمتها رفع مستوى وعي الشعب وتنظيمه والدفاع عن مصالحه. وثانياً لأن قوى الأمر الواقع أخذت الشعب نحو الحزازيات والصراعات والاستنزافات الطائفية والمذهبية ، من أجل أن تستمر في مشاريع النهب والفساد ، ما جعل أصحاب المصلحة الواحدة من الشعب وخاصة الفقراء منه الوقوف في مواجهة بعضهم البعض دفاعاً عن الزعيم والطائفة والمذهب .

ولا شك بأن الاقتصاد اللبناني يعاني من تعقيدات أبرزها مشكلة المالية العامة إذ من المتوقع أن يصل الدين العام إلى 5.97 مليار

دولار وبنسبة 145 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي في العام الحالي، نتيجة توقف عجلة الاقتصاد والهدر والفساد. وبذلك يحتل لبنان المرتبة الثالثة عالمياً والأولى عربياً على صعيد نسبة الدين العام إلى مجمل الناتج المحلي بين 19 دولة، وفق تقرير نشرته صحيفة الإندبندنت. أما الإستحقاقات التي يواجهها لبنان في هذا العام 2017، ومنها أقساط وفوائد الدين العام، فهي تبلغ أو تتجاوز الـ 7 مليارات دولار وسوف تناهز الـ 8 مليارات دولار في العام 2018. أي ما نسبته نحو 20 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي على عامين متتاليين، وهذا المبلغ لا يمكن تأمينه إلا عبر الاستدانة.

ويجد معظم الاقتصاديين أن الأوضاع الأمنية المستقرة في لبنان أكسب بيئة الأعمال ما تحتاجه من بصيص نور لاستعادة الأمل بانطلاق موعود. إلا أن تحسين الاقتصاد يتطلب استقراراً سياسياً طويلاً، وإتخاذ قرارات حكومية اقتصادية جريئة، تضع قطار محاربة الفساد على السكة وتمهّد لإصلاح مالي وإقتصادي ناجح، يريح المستثمرين ويُدب الحركة في القطاعات الاقتصادية ويعزز النمو. فنتيجة تردّي الوضع السياسي شهدت السنوات القليلة الماضية تراجعاً ملحوظاً في الإستهلاك ما أثر على الإستثمار وعلى الحركة ككل، معديدين مجموعة من العناصر المؤثرة ومنها: الأزمة السورية وما لها من تداعيات سلبية على المستويات كافة، أملين أن يشكل إتفاق وقف النار

يبقى وهو مصرف لبنان الذي أثبت أنه بفضل هندساته المالية قادر على استيعاب صدمات مالية مثل استحقاقات العام 2017. وكذلك احتمال انعقاد مؤتمر باريس 4 لمساعدة لبنان على سد استحقاقاته المالية الذي تحدث عنه الرئيس الفرنسي فرنسوا هولاند، علماً أن الإتكال على هذا العامل غير مجد عملياً كون باريس ستكون منشغلة خلال العام الحالي بانتخاباتها الرئاسية علاوة على الهمّ الأمني المخيم على أوروبا بأسرها. وقد وصف أحد الخبراء الاقتصاديين الوضع اللبناني في الوقت الراهن بأنه يخضع لمعادلة «الجمود»، أي الستاتيكي، في ظل ترقّب لمآل التطورات الإقليمية المتلاحقة، وانعكاساتها على الساحة اللبنانية .

وأكثر ما يحذر منه الخبير هو استمرار تراجع الوضع الاقتصادي والمالي في البلاد وتدهور معيشة المواطنين خصوصاً وأن الفقر لا يميز بين فئة وأخرى،